

L'ÉDITO

Par Olivier le Bussy

*L'Europe
est punie
de son
inefficacité*

On allait voir ce qu'on allait voir. Le sommet européen de juin devait être un temps fort. Le grand rendez-vous au cours duquel les chefs d'Etat et de gouvernement devaient faire les derniers arbitrages et fixer un cap politique clair et précis afin que l'Union puisse aborder la dernière ligne droite de la législature en position d'engranger les résultats avant les élections européennes de 2019.

Autant préciser d'emblée que ce ne sera pas le cas. Ce n'est pourtant pas comme s'il n'y avait pas le feu. Les divergences économiques se creusent entre les pays du nord et du sud de la zone euro, mais le grand débat sur le renforcement et l'approfondissement de celle-ci est reporté à plus tard. La réponse que les Européens apportent à la question migratoire (répétez après moi: ceci n'est pas une crise migratoire) tient du football panique, et peu de la réflexion globale sur un phénomène systémique, uniquement abordé sous l'angle de l'imperméabilisation des frontières.

L'Union européenne est empruntée, son esprit engourdi. Elle n'a plus comme horizon que la résolution des problèmes urgents. Comment définir des projets, se projeter dans l'avenir, quand le concept d'intérêt commun semble être devenu étranger à quantité d'Etats membres?

Des pays comme la Hongrie et la Pologne ont réhabilité des valeurs que l'on pensait démonétisées, comme le nationalisme et la xénophobie

d'Etat, et vantent leur modèle de démocratie autoritaire. Il est désormais de bon ton de dénier aux institutions européennes l'autorité et la légitimité (certes imparfaite) que leur confèrent les traités. La contagion gagne. L'extrême droite participe au pouvoir dans cinq Etats membres. Des partis de droite recyclent ses idées. Désavouée par les électeurs, la social-démocratie est aux fraises. Ce chamboulement du paysage politique rend peu à peu l'Union ingouvernable. A qui la faute? Aux dirigeants européens actuels et à leurs devanciers qui ont créé les conditions de leur propre inefficacité. La construction européenne a progressé sur base de la méthode des petits pas, mais les pas sont devenus si petits que la marche vers l'intégration s'apparente à du surplace. Les décisions sont des demi-mesures. Des chantiers ont été ouverts et abandonnés avant leur achèvement. Surtout ne pas trop en faire. Ne pas se montrer trop ambitieux. Demain est un autre jour.

Les citoyens ont présenté l'addition à cette Union qui peine à tenir ses promesses, en élisant des Européens frileux ou des eurosceptiques, rêvant de remodeler l'Union selon leur conception glauque de la politique. Devoir composer avec des partis comme le Fidesz hongrois, le PiS polonais, le FPÖ autrichien ou La Ligue italienne rend la direction de l'Union encore plus chaotique. Leur laisser donner le ton reviendrait à l'envoyer dans le mur.

TENSIONS À BRUXELLES

Les institutions
de l'Union ont
perdu la main

Je ne sais pas ce qu'on peut attendre de ce sommet européen, qui se tiendra ces jeudi et vendredi à Bruxelles a confié une source européenne haut placée mercredi après-midi. Le menu est copieux, mais il est très incertain que le sommet accouche de décisions "opérationnelles" (le mot en vogue, à Bruxelles). Alors qu'il était prévu d'engranger des avancées sur la réforme de l'Union économique et monétaire, la lettre envoyée aux leaders européens par le président du Conseil européen Donald Tusk n'augure pas d'un débat de longue haleine sur le sujet, vendredi.

Il ne faut pas non plus s'attendre à ce que les Vingt-sept s'éternisent sur la proposition de la Commission sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027. Et pour ce qui est du Brexit, ils pourront recopier les conclusions du sommet précédent: "Progrès insuffisants sur l'accord de retrait et absence de clarté sur la façon dont Londres envisage sa relation future avec l'UE". Et pour cause: le gouvernement britannique est toujours occupé à négocier sa position avec lui-même.

Le principal sujet de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement sera la gestion des flux migratoires dans le sud (surtout) et l'ouest du bassin méditerranéen. Dans ce dossier, discuté ce jeudi soir, il n'est qu'un point sur lequel tous sont d'accord: il faut empêcher les migrants d'arriver en Europe. Pour le reste, tout est sujet à contentieux: les quotas de répartition des réfugiés entre Etats membres, les "migrations secondaires" dans l'UE, et la politique italienne de repousser les bateaux de migrants.

Tensions entre la Commission et le Conseil européen

"Je crains que quelqu'un comme [le Premier ministre hongrois] Orban utilise la migration pour mettre l'UE en danger et la réduire à une institution intergouvernementale", glisse un diplomate européen. Les institutions de l'Union, et particulièrement la Commission, sont en effet dans la ligne de mire des dirigeants eurosceptiques. L'équipe Juncker est une cible d'autant plus facile qu'elle est affaiblie. L'affaire Selmayr, du nom de l'ancien chef de cabinet du président devenu secrétaire général de l'institution suite à un tour de passe-passe administratif, a déstabilisé l'exécutif européen. L'atterrissage des propositions les plus ambitieuses dans les domaines de la fiscalité et du social dépendent de la bonne volonté des Etats membres qui en font peu preuve. L'aura du Président s'est étiolée. La dernière année du mandat risque d'être longue.

La Commission tente cependant de garder la main. Elle a organisé dimanche dernier un mini-sommet sur la migration regroupant seize pays. Le président Tusk, dont c'est la prérogative de réunir les leaders, a peu apprécié l'initiative. Mais la gestion du dossier migratoire par le Polonais fait aussi grincer des dents. "Tusk a un problème avec la migration, il n'a pas pris la dimension de son rôle", peste le même diplomate. Est notamment reproché au Polonais d'être quasi exclusivement fixé sur la question des frontières, et peu sur l'harmonisation et la réforme de la politique d'asile. Il est très critique envers le principe de quotas de répartition des réfugiés élaboré par la Commission. Sur ce point, un océan sépare MM. Juncker et Tusk, alors que les institutions devraient travailler de concert, a fortiori quand la cacophonie règne entre les Etats membres.

Le Parlement européen tente, pour sa part, de faire entendre sa voix, raisonnée, sur le sujet. Mais, comme lors de la crise de la zone euro, les eurodéputés sont relégués au rang d'utilité.

UNE UNION EUROPÉENNE FRACTURÉE

Les Européens, confrontés à leurs divisions

Analyse Maria Udrescu et Olivier le Bussy

La fin du projet européen, du moins tel qu'on le connaît aujourd'hui, n'est plus un scénario de politique-fiction auquel croiraient les seuls eurosceptiques. Cette crainte est désormais partagée par les Européens les plus convaincus. La réunion des leaders des Vingt-huit qui se tiendra ce jeudi et vendredi ne devrait pas la dissiper. Au contraire. Présentée comme "la mère de tous les sommets européens", qui donnera une direction à une Europe longtemps à la dérive, cette rencontre risque plutôt d'accoucher du diagnostic, clair, incontestable, de la désunion européenne. Face aux menaces extérieures, au Brexit, au délitement de la relation avec Etats-Unis, les Etats membres s'avèrent capables de faire preuve d'unité, fût-elle de façade. Mais les sujets touchant à l'essence même de l'Union, comme la gestion des flux migratoires et la réforme de la zone euro, font tomber les masques, laissant apparaître des lignes de fractures profondes entre les Etats mem-

1 L'Europe de l'Ouest confrontée à l'illibéralisme de l'Est

L'intégration européenne des pays se trouvant jadis à l'est du rideau de fer était censée marquer la fin d'une Europe divisée. On pourrait croire que la crise migratoire de 2015 a créé une nouvelle ligne de fracture entre l'Ouest et l'Est. Les mesures et les discours alors adoptés dans certains pays d'Europe centrale étaient en frontale opposition avec les valeurs de solidarité et d'humanisme, que la chancelière allemande Angela Merkel s'est parfois retrouvée bien seule à les défendre. Dire que l'est et l'ouest de l'Europe s'opposent sur la réponse à apporter à la migration serait quelque peu simpliste. Mais la division est bien réelle. Et profonde. "Tout le monde peut voir qu'il y a une ligne de faille symbolique entre l'Est et l'Ouest", déclarait mi-juin le Premier ministre hongrois Viktor Orban.

Le phénomène migratoire n'a fait que fournir du carburant à la tendance populiste et nationaliste qui fermentait depuis longtemps au sein de ces jeunes démocraties. Les migrants n'étaient finalement que la pièce qui manquait à la rhétorique des

leaders, notamment polonais et hongrois. Celle qui leur a permis de se poser en rempart face "aux invasions barbares", selon eux favorisées par cette Union qui rêverait d'écraser les Etats-nations à la faveur du libéralisme, de la mondialisation et du multiculturalisme. "Il y a des voix en Europe et dans le monde qui prétendent que notre inefficacité à défendre la frontière extérieure est une caractéristique inhérente à l'Union européenne ou, plus généralement, à la démocratie libérale", a souligné le président du Conseil européen, Donald Tusk.

"Pour la première fois, nous faisons face un adversaire intérieur: la démocratie illibérale", avait récemment un diplomate européen. Cette notion, définie par Viktor Orban, englobe un autoritarisme 2.0 qui limite la définition de la démocratie aux élections et défie les valeurs de l'Union, comme le respect des droits de l'homme et de l'état de droit. Et ce modèle s'exporte, de la Hongrie vers la Pologne, la Roumanie, la Slovénie...

Les architectes du projet européen n'avaient pas anticipé un tel phénomène, raison pour laquelle ils n'ont jamais doté l'UE d'outils efficaces pour s'en défendre. Or cette menace interne est d'autant plus forte que ces Etats ne veulent pas quitter l'UE, mais la changer de l'intérieur. "Attendez que le peuple européen exprime sa volonté lors des élections de 2019. Alors ce qui doit arriver arrivera", a déclaré M. Orban, qui compte "aider" le Parti populaire européen, sa famille politique, la plus grande de toutes, "à retrouver ses racines démocrates-chrétiennes", mais n'exclut pas, le cas échéant, de créer un parti européen dont le refus de l'immigration serait l'ADN.

2 Sur la migration, le Sud se sent seul contre tous

En attendant, le Hongrois peut se réjouir de voir les Etats membres se ranger derrière sa vision monomaniaque de la gestion des migrations, qu'il défendait jadis envers et contre tous: la fermeture hermétique des frontières et la collaboration avec les pays de transit et d'origine des migrants pour limiter les arrivées. Sur la table des négociations de ce jeudi se trouve même l'idée, auparavant taxée d'inacceptable, de créer des "plateformes de débarquement" à l'intérieur, à l'extérieur de l'Union – entendez:

des centres fermés où seraient triés les demandeurs d'asile et les migrants. *“Le débat sur le règlement de Dublin (qui fait peser la responsabilité d'accueil sur le premier pays d'entrée dans l'Union) a provoqué beaucoup de tensions. Concentrons-nous sur la diminution des flux de l'immigration irrégulière”,* enjoint une source européenne de haut rang.

Mais cette solution lacunaire ne contentera pas l'Italie et la Grèce qui attendent depuis trop longtemps une réponse européenne aux flux migratoires qu'ils gèrent seuls, ou presque. Car ce ne sont pas 10 000 garde-côtes européens (chiffre que propose la Commission) ni des accords avec les pays africains qui rendront les frontières de l'Union complètement étanches. La géographie est têtue: en l'absence de solidarité, les pays du Sud seraient toujours exposés à la pression migratoire.

En Italie, cette situation a accouché d'un gouvernement eurosceptique et d'extrême droite qui a décidé de forcer cette solidarité des autres pays européens. Il est commode de pointer la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque pour avoir refusé de relocaliser des réfugiés depuis la Grèce et l'Italie et bloqué la réforme du règlement de Dublin. Mais la réalité est que les Etats membres du Nord et de l'Ouest ne se sont pas non plus précipités pour accueillir des réfugiés depuis les pays du Sud.

Critiquée par la France pour avoir refusé d'ouvrir son port aux 629 migrants à bord de l'“Aquarius”, l'Italie a rétorqué qu'elle ne pouvait pas *“accepter de leçons hypocrites de pays ayant préféré détourner le regard en matière d'immigration”*. Le ministre de l'Intérieur italien et leader d'extrême droite Matteo Salvini ne s'est pas privé de rappeler au président Macron que Paris s'était engagé à relocaliser 9 816 migrants depuis l'Italie, mais n'en avait accueilli que 640.

Pour le Premier ministre italien Giuseppe Conte, *“l'Europe a permis des replis égoïstes de beaucoup d'Etats membres qui ont fini par se décharger sur les pays frontaliers”,* raison pour laquelle il exige *“un système automatique de relocalisation obligatoire des demandeurs d'asile”*. Or, souligne une source européenne, *“plusieurs Etats membres, et pas que*

de l'Est, sont opposés aux quotas obligatoires”.

3 Le Nord et le Sud, dos à dos sur la réforme de la zone euro

La crise de la dette des années 2010-2012 est un souvenir, la Grèce ne sera plus un pays sous programme d'aide financière, les Dix-neuf sont occupés à remettre de l'ordre dans leurs comptes publics, mais la zone euro reste convalescente, et pas à l'abri d'une rechute. L'Union économique et monétaire (UEM) est en effet fragilisée par les divergences économiques croissantes entre les performantes économies du Nord, l'Allemagne en tête, et celles moins compétitives des pays du Sud, accablées par un taux élevé de chômage. Le bon sens politique et économique commanderait de poursuivre la réforme de la zone euro, et de la doter de mécanismes de stabilisation et de solidarité. Ce ne sont pas les projets qui manquent, de la feuille Van Rompuy de 2012 à la récente proposition du tandem franco-allemand en passant par le rapport des cinq présidents des institutions de 2015.

Le sommet de juin devait être l'occasion d'enfin prendre le sujet à bras-le-corps. La tradition a été respectée: ce qui devait absolument être discuté en juin le sera en décembre (au mieux). Si le président Macron a réussi à convaincre Angela Merkel de soutenir une partie de ses propositions de réformes, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche, l'Irlande et les pays baltes campent sur une ligne dure: le respect de la discipline budgétaire et les réformes structurelles sont l'alpha et l'omega de tout processus de réforme de l'UEM et il est inutile de créer un budget de la zone euro. Inaudible pour les pays méridionaux qui eux, réclament du soutien. Cette opposition Nord-Sud est une grenade dégoupillée. La crise économique prolongée que connaît l'Italie est un des facteurs qui expliquent l'accession au pouvoir de La Ligue et du Mouvement 5 Etoiles. Les deux partis semblent avoir tranché en faveur du maintien de leur pays dans la zone euro, après avoir soufflé le chaud et le froid sur la question. De là à affirmer qu'ils sont prêts à suivre les règles européennes, il y a un pas.

“De plus en plus de gens commencent à croire que seule une autorité forte, anti-européenne et anti-libérale dans l'esprit [...] est capable de stopper la vague de migration illégale.”

Donald Tusk
Président du Conseil européen

“L'Europe a permis des replis égoïstes de beaucoup d'Etats membres.”

Giuseppe Conte
Premier ministre italien

DES ÉTATS MEMBRES QUI COMPLIQUENT LA VIE DE L'UNION

Pays-Bas

Les nouveaux Britanniques du continent

Les Pays-Bas seront un des Etats membres les plus affectés par le Brexit. Economiquement, mais aussi politiquement. Les Britanniques étaient les meilleurs alliés des Néerlandais sur la scène européenne. Il semble d'ailleurs que nos voisins du Nord aient décidé de chausser les bottes abandonnées par Londres. La Haye est le "monsieur non" de l'Europe. Non à plus de solidarité financière entre les pays de la zone euro. Non à l'augmentation du budget européen 2021-2027. Non à l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord avant l'été 2019. Mais encore : le champion de l'optimisation fiscale est réticent à la création d'une assiette commune consolidée de l'impôt des sociétés et à la taxation des géants du numérique. Les Néerlandais ne voient l'Europe que sous l'angle coûts/bénéfices. **OleB**

Belgique

La N-VA contrarie Charles Michel l'Européen

La Belgique, c'est la "bonne fille" de l'Europe. Favorable à plus d'intégration. Toujours prête à prendre le rôle de jeteur de ponts, comme en a témoigné l'initiative prise fin février par le Premier ministre Charles Michel de recevoir une dizaine de leaders européens à Val Duchesse, pour converser à bâtons rompus des sujets européens. L'Europe, c'est son truc, au chef du gouvernement, admirateur d'Angela Merkel, au mieux avec Emmanuel Macron. Son expression fétiche – "*placer la Belgique dans le cockpit européen*" – est devenue un gimmick. Le problème de Charles Michel est qu'il est contraint de jouer avec le frein à main. Pro-européen, "ma non troppo". Parce que la N-VA et son leader Bart De Wever font preuve d'un euroscepticisme, pour ne pas dire d'une europhobie, tout à fait inédit sur la scène politique belge. Et que le parti fort du gouvernement, ce n'est pas le MR du Premier ministre. **OleB**

France

L'effet Macron est en train de se dissiper

La victoire d'Emmanuel Macron à la présidence française de 2017 avait été source de soulagement et d'espoir quant à une relance de la construction européenne. Dame : c'est qu'on a là un chef d'Etat qui parle d'Europe avec volontarisme et enthousiasme, et qui déborde d'idées et de projets pour l'Union. Un an plus tard, force est de constater que l'effet d'entraînement escompté se fait attendre. Le président Macron ne prêche pas tout à fait dans le désert – il a fini par rallier la chancelière Merkel à ses projets de réforme de la zone euro – mais on cherche, en vain, les dirigeants européens vraiment prêts à le suivre. De plus, en dénonçant les démocraties autoritaires d'Europe centrale et en se permettant de donner des leçons de morale au gouvernement italien sur l'immigration, le Français s'est fait des amis qui ne lui veulent pas du bien. **OleB**

Espagne

Un gouvernement pro-européen mais affaibli

Le socialiste Pedro Sanchez, devenu Premier ministre après avoir fait sombrer son rival conservateur Rajoy, a voué fidélité aux valeurs européennes. Et il s'y tient. A peine installé à la tête de l'exécutif le plus féminin de l'UE, il a "*sauvé l'honneur de l'Europe*" en ouvrant le port de Valence à 629 migrants coincés en mer à bord de l'"Aquarius", que refusaient d'accueillir ses homologues. L'Espagnol nage à contre-courant des tentations xénophobes qui ébranlent son voisin italien et, au-delà, l'Union. Mais il reste un Premier ministre affaibli installé sur un siège éjectable, bénéficiant de l'appui d'un quart du Parlement. Loin de pouvoir donner le ton en Europe, le pro-européen Sanchez est une sorte de leader ad interim, qui tente de garder sa fonction assez longtemps pour redorer le blason de son parti. **M.U.**

Italie

Les Italiens sont en colère contre l'Union

La colère des Italiens a eu une résonance dans les urnes, en mars dernier. Les Italiens sont fâchés. Contre leurs partis traditionnels, mais aussi contre l'Europe. Ils estiment – non sans raison – qu'elle les laisse se débrouiller seuls avec les 600 000 migrants arrivés en Italie ces dernières années. De plus, les Italiens ne voient pas le bout de la crise économique, malgré les efforts budgétaires et de réformes consentis. Le parti d'extrême droite La Ligue et l'antisystème Mouvement 5 Etoiles se sont nourris de cette colère pour arriver au pouvoir.

La Ligue est plus franchement eurosceptique que le M5S, actuellement relégué au second plan. Son leader, le ministre de l'Intérieur Salvini, a adopté une ligne très dure sur la migration. Il entend que Rome donne le "la" sur le dossier migratoire et l'a prouvé en fermant l'accès des ports italiens à des bateaux d'ONG ayant recueilli des migrants, plaçant ses partenaires européens face à leurs responsabilités et à leurs contradictions. Grand Etat membre (fondateur), l'Italie est passée dans le camp de ceux qui se méfient de l'Europe et la défient. M. Salvini constate que cela paie, politiquement. L'Italie restera-t-elle, malgré tout, un partenaire constructif ? "Que sera sera". **OleB**

Pologne

Une dérive populiste nommée Kaczynski

Jadis élève modèle de l'intégration européenne, Varsovie se range aujourd'hui aux côtés des rebelles de l'Union. Tout a commencé avec la crise migratoire, la Pologne faisant front, avec d'autres pays d'Europe centrale et orientale, contre l'accueil de migrants. Le parti Droit et justice (PiS) au pouvoir, dirigé par Jaroslaw Kaczynski, s'est ensuite fait remarquer par ses réformes controversées de la justice. La Commission crie à la violation des valeurs européennes, mais semble impuissante et dépitée face aux dérives du PiS, qui ne cesse d'accumuler les records de popularité électorale. Et le gouvernement nationaliste polonais ne le sait que trop bien, déterminé à tenir tête au "*diktat européen*" dont il se dit victime – cet affront consolidant, tout comme sa politique sociale, son soutien au niveau national. **M.U.**

Hongrie

Orban, le pourfendeur illibéral de l'Europe

Viktor Orban, l'homme fort de Budapest, a fait de la défiance envers l'Union européenne – dites "*diktat de Bruxelles*" – sa marque de fabrique. Reparti pour un troisième mandat avec un pouvoir plus que jamais consolidé, le Premier ministre hongrois n'a aucune raison de changer sa rhétorique illibérale, nationaliste et eurosceptique. A peine réélu, il a pénalisé l'aide aux migrants et imposé des taxes aux ONG "étrangères", ignorant les états d'âme de la Commission européenne sur ses dérives autoritaires. Au niveau européen, Viktor Orban continuera à diriger – et agrandir ? – le camp des Etats membres opposés à l'accueil de migrants et de réfugiés. D'autant que ses discours, ceux-là mêmes qui l'isolaient jadis sur la scène européenne, sont repris désormais par bien des dirigeants de l'Union. **M.U.**

Autriche

Le retour de l'extrême droite au pouvoir

L'élection en 2016 du candidat vert. Alexander Van der Bellen, à la tête de l'Etat face au candidat d'extrême droite, avait plutôt soulagé les Européens. Elle n'a pas empêché le Parti de la liberté (FPÖ) de prendre sa revanche aux législatives moins d'un an plus tard. Les Autrichiens ont porté au pouvoir Sebastian Kurz, à la tête d'une alliance formée entre son parti conservateur (ÖVP) et la formation d'extrême droite. Si une telle coalition avait suscité l'émoi des autres pays membres de l'Union en 2000, il n'en a, cette fois, rien été. On va skier en Autriche. Dans le chef du jeune chancelier, le sentiment européen n'est pas des plus exacerbés, en particulier sur les thématiques qui occupent l'Union actuellement: l'immigration et les finances. Vienne prend d'ailleurs la tête du Conseil de l'Union, ce 1^{er} juillet, avec pour priorités la "lutte contre l'immigration illégale" et la "protection des frontières". **S.Vt.**

Roumanie

L'instabilité comme mot d'ordre

Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti social-démocrate (PSD) en 2016, Bucarest rime avec instabilité, ce qui n'arrange pas les affaires d'une Union en quête de sérénité. Obsédé par le pouvoir, Liviu Dragnea, homme fort de la gauche, change de Premier ministre comme de chemise, dès que son homme de paille prend trop ses aises. En un an, la Roumanie a changé trois fois de gouvernement. Ce mercredi, l'opposition votait (en vain) une motion de censure contre la Première ministre Viorica Dancila, accusée d'être une marionnette incompétente de M. Dragnea. Pendant ce temps, le PSD semble mandaté pour dompter la lutte anticorruption. Ses réformes de la justice remettent en cause l'acquis communautaire de l'Union, dont l'état de droit, et poussent des milliers de citoyens dans les rues. Mais pour les sociaux-démocrates, l'homme à abattre politiquement est surtout le président Klaus Iohannis (centre droit), menacé de destitution tant il aura miné leurs projets. **M.U.**

Allemagne



Une chancelière en difficulté

Sale temps pour Angela Merkel. "Fin de règne" même, est allé jusqu'à titrer en cover l'hebdomadaire "Der Spiegel". La chancelière aborde le Conseil européen affaibli comme jamais. Attaquée par ses pairs européens, qui la critiquent toujours pour avoir laissé ses frontières ouvertes à des centaines de milliers de migrants coincés en Hongrie, en 2015. Attaquée par Donald Trump, qui lui reproche en vrac d'exporter trop de voitures, de ne pas engager assez de dépenses militaires, de détourner son peuple de ses dirigeants. Mais, surtout, attaquée sur sa droite par la CSU bavaroise du ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, qui lui a posé un ultimatum : si elle ne décroche pas de solution européenne en la matière vendredi, il fermera les frontières aux migrants déjà enregistrés dans un autre pays de l'Union. **S.Vt.**